



Il y a 50 ans...

Symbole. En octobre 1971, Michel Debré, ministre de la Défense, confirme la rumeur : le camp militaire du Larzac doit être étendu de 3.000 hectares à 17.000 hectares. Les futurs expropriés s'organisent et leur lutte, dans cet après-68 travaillé par un fort courant antimilitariste, deviendra un enjeu national. Le cause, point de ralliement de toutes les causes ! Fin août 1973, entre 60.000 et 100.000 personnes y convergeront. ■



Publication

Larzac 1978. La Manufacture de livres publie les images que le photjournaliste Yan Morvan a prises autour de la marche Larzac-Paris de 1978. Un grand reportage et des portraits qui, comme le souligne José Bové dans sa préface, sont « un condensé de l'histoire des paysans et paysannes du Larzac ». lamanufacturedelivres.com ■

Vie rurale

Larzac : choix gagnants

CHAMP LIBRE

L'alternative est devenue modèle

« Il y a quand même quelques paysans, pas beaucoup, qui élèvent vaguement quelques moutons, en vivant plus ou moins moyenâgeusement, et qu'il est nécessaire d'exproprier », avait déclaré le secrétaire d'État à la Défense en 1971, pour justifier l'agrandissement du camp militaire du Larzac. Ce mépris, symptomatique d'une France pompidolienne ne jurant que par le béton et le « progrès », avait mis le feu aux poudres. Ironie de l'histoire, les successeurs des paysans « moyenâgeux » sont loin d'être des crève-la-faim. Au fil des années, le Larzac a expérimenté et construit un « modèle » économique : celui de la vente directe, des magasins de producteurs, des marchés paysans qui se sont développés partout en France et singulièrement dans le Massif central. Même le principe de la gestion collective du foncier a fait des émules : il est diffusé aujourd'hui par une organisation comme Terre de liens. ■

REPÈRES

José Bové

Éleveur ovin retraité depuis 2009, date de son élection au Parlement européen (sur la liste Europe Écologie les Verts), José Bové vit toujours sur la terre de ses années de militantisme et d'activité. Âgé de 68 ans, José Bové a quitté Strasbourg en 2019. Il a été candidat à la présidentielle de 2007, porte-parole de la Confédération paysanne, et reste un leader altermondialiste de premier plan.

Courants sur le cause

La solidarité et l'esprit collectif qui caractérisent ce territoire ont construit des structures de gestion et associatives solides. Ce qui n'empêche pas les discussions animées. La nouvelle génération d'agriculteurs du Larzac n'a pas toujours la fibre aussi militante que la précédente. En 2016, l'installation de la Légion étrangère sur le camp militaire a révélé des divergences entre gardiens de l'« esprit » du Larzac et « militants modérés », dont fait partie José Bové. ■

José Bové

Débarqué à 20 ans sur le Causse du Larzac pour participer à la lutte contre l'extension du camp militaire, le leader paysan y vit toujours. José Bové brosse le « modèle » construit dans l'adversité et qui a fait de ce rude plateau un îlot de prospérité.

INTERVIEW

Julien Rapegno

■ **Qu'est-ce qui vous a fixé ici ? Les paysages ou la lutte ?** Je suis arrivé début 1973, j'ai été attiré par les grands espaces, une terre sauvage incroyable. Ça a été un choc physique. Et puis, il y a eu la rencontre avec ces 103 paysans qui avaient fait le serment quelques mois auparavant de ne jamais vendre à l'armée, de s'opposer à l'extension du camp militaire. Ils avaient choisi la non-violence comme mode d'action. J'étais objecteur de conscience, ça correspondait à mes engagements personnels.

En 1973-1974, j'ai participé avec des centaines de bénévoles à la construction de la bergerie de la Blaquièrre, qui était un bâtiment illégal. En parallèle avec les grands rassemblements. Tout cela dégageait une émotion et une force terribles. Il est apparu évident pour moi, que c'est sur le Larzac que je m'installerais paysan. Ce que j'ai fait en 1975.

■ **Quelle est l'originalité du modèle de développement construit sur le Larzac ?**

Quand, à la faveur de l'élection de Mitterrand, la bataille contre l'extension du camp militaire a été gagnée, le choix décisif a été de dire : on ne va pas agrandir nos exploitations, on va plutôt installer d'autres agriculteurs et créer les conditions pour qu'ils vivent correctement. Après 1981 s'est ouverte une période très riche : on a pu lancer tout un projet d'installation, notamment dans les fermes abandonnées. On a augmenté de 25 % le nombre de paysans. On a créé la société civile des terres du Larzac (SCTL), le premier outil qui a permis une gestion collective du foncier. On a signé en 1985 un bail emphytéotique avec l'État, prolongé en 2013. Aujourd'hui, on maîtrise collectivement 8.000 hectares.

■ **Le système de location de terres mis en place est-il suffisamment attractif ?** On a fait le choix du fermage et du bail de carrière, qui court jusqu'à la retraite. Être locataire, ça crée des conditions économiques bien plus favorables que sur beaucoup d'autres territoires en France. On a montré que c'était possible. On voit bien ailleurs, et notamment dans le Massif



JOSÉ BOVÉ. Figure du syndicalisme paysan et de l'écologie, ancien député européen. IROZ GAIZKA/AFP

central, qu'il y a une aspiration à l'installation mais que le foncier est un blocage important.

■ **Avez-vous plus de candidats que de terres disponibles ?** À partir du moment où une ferme est disponible, un appel à candidatures est fait. Il y a une présélection, les candidats finalistes sont invités à exposer leur projet et le conseil de gérance délibère. Si deux-trois candidats tiennent la corde, c'est l'assemblée générale des locataires de la SCTL qui vote. C'est un processus transparent.

On a trois ou quatre fois plus de candidats que de terres disponibles. Un autre outil hérité de la lutte, le GFA (Groupement foncier agricole) Larzac, continue à acheter du foncier et à agrandir le patrimoine collectif.

■ **Le Larzac peut-il être considéré comme le laboratoire de la vente directe ?** L'argent dégagé sur le foncier a permis de créer des outils collectifs. Il y a eu une Cuma (coopérative d'utilisation du matériel) d'abattage puis un GIE (groupement d'intérêt économique) pour vendre la viande. Ensuite, les producteurs de

lait pour le roquefort qui ne se retrouvaient pas dans les pratiques industrielles ont créé les Bergers du Larzac. C'est une structure qui regroupe aujourd'hui une trentaine de producteurs et presque 40 salariés.

« Au fur et à mesure, le Larzac invente des solutions concrètes »

À côté, il y a eu le développement des producteurs fermiers qui ont ouvert un magasin à Millau, puis à Nant (Aveyron). On peut citer aussi le marché paysan de Montredon, créé à la fin des années 1980 et premier du genre en France.

■ **Les revenus tirés de cette valorisation sont-ils au-dessus de la moyenne agricole ?** On dit souvent qu'il faut des projets économiques pour développer le social, on a montré l'inverse. Il y a des projets, une bonne valorisation auxquelles s'ajoutent les aides PAC traditionnelles et la plus value de la bio. On a sur le

plateau une agriculture plutôt florissante. Toute la dynamique sociale issue de la lutte a permis de créer des outils économiques et de pouvoir construire un autre modèle agricole. Au fur et à mesure, le Larzac invente des solutions concrètes, à la fois pour l'installation agricole et la préservation écologique du territoire. On a été précurseurs sur des alternatives énergétiques, avec, par exemple, une filière bois déchiqueté et du photovoltaïque sur des bâtiments en péril. C'est une approche globale.

■ **Notre-Dame-des-Landes et les ZAD (zones à défendre) sont-elles les filles du Larzac ?** Notre-Dame-des-Landes, c'est un combat qui a commencé dès 1972. La philosophie était la même. En Loire-Atlantique, le projet d'aéroport a été abandonné il y a peu. Tout reste à inventer. On voit que la lutte contre les grands projets inutiles, cet esprit s'est développé et renforcé. Le Larzac a inspiré l'idée de la légitimité contre la légalité. Son message, c'est que le pot de terre peut gagner contre le pot de fer. ■